LES MARIONNETTES DUPRÉSIDENT AL-SISSI



Les présentateurs TV en campagne contre le journalisme





SOMMAIRE

	AVANT-PROPOS	
	Des « présentateurs aux ordres », l'arme du discrédit	
	aux mains du pouvoir égyptien	3
1	LA TRISTE COMÉDIE DE L'APPAREIL SÉCURITAIRE	4
	Des médias sous emprise étatique	4
	Les « présentateurs aux ordres » en première ligne	S
	Les réseaux sociaux infiltrés	10
2	DES RÉPLIQUES DIFFAMATOIRES UBUESQUES	11
	Le journaliste, un agent du mal	11
	Le journaliste, un mercenaire au profit de forces étrangères	14
	Le journaliste, une figure du vice	15
3	UNE VOIX UNIQUE DONNÉE EN REPRÉSENTATION	16
	Une répression légitimée	16
	Des lignes rouges renforcées	17
	Des médias indépendants discrédités	18
4	DES COUPS DE BÂTON QUI FONT MAL	20
	Un climat de peur	20
	Une stigmatisation sociale	21
	Des difficultés à exercer son métier	22
5	APPEL ET RECOMMANDATIONS	23
	ANNEXE	25
	Liste des journalistes détenus arbitrairement	
	on Égypto au 15 fávriar 2022	

AVANT-PROPOS

DES « PRÉSENTATEURS AUX ORDRES », L'ARME DU DISCRÉDIT AUX MAINS DU POUVOIR ÉGYPTIEN

Terroristes, espions de l'Iran, déviants sexuels... C'est ainsi que les médias progouvernementaux décrivent les journalistes égyptiens qui osent encore exercer leur métier dans un pays où la moindre critique de l'État est pénalement sanctionnée. La diabolisation des voix dissidentes n'est certes ni un phénomène nouveau dans le pays ni exclusif à l'Égypte, mais les campagnes de dénigrement à l'encontre des journalistes ont pris une nouvelle ampleur depuis l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah Al-Sissi, en 2013. Elles ont atteint un pic en 2019, après l'aboutissement du processus de prise de contrôle de l'ensemble du paysage médiatique par les services de renseignement, le transformant en une arme de désinformation et de haine.

Les nouveaux ténors aux ordres du pouvoir, des présentateurs ou animateurs de télévision pour la plupart, n'hésitent plus à dénigrer leurs confrères, qu'ils présentent comme des ennemis de la patrie. Ils lancent des rumeurs, qui sont reprises sur les réseaux sociaux par des « brigades électroniques », sans aucune considération pour les séquelles psychologiques et matérielles que cela génère pour les victimes ciblées. Ce phénomène reste encore largement éclipsé par d'autres formes d'intimidation utilisées par l'appareil sécuritaire égyptien, telle que la détention arbitraire. L'impact sur la vie des journalistes est pourtant loin d'être négligeable.

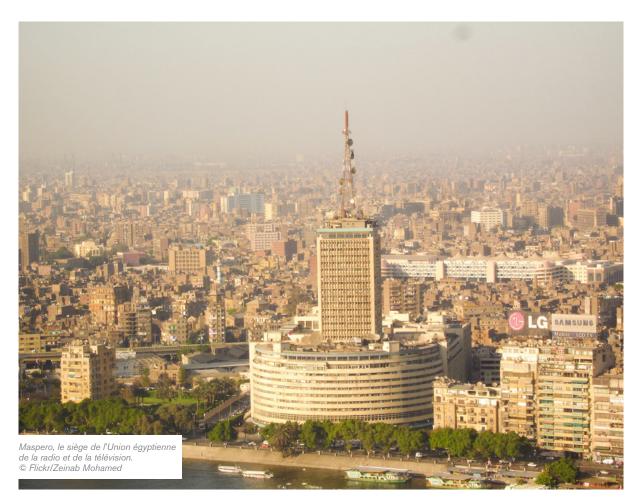
Pour mieux identifier et mettre un terme à des pratiques qui affectent et entravent le journalisme indépendant et le pluralisme, Reporters sans frontières (RSF) a documenté les cas les plus emblématiques des campagnes de dénigrement visant des journalistes depuis 2013. L'organisation a également recueilli les témoignages de quatre journalistes égyptiens exilés, victimes de telles campagnes. L'analyse des éléments de langage communs utilisés, des réseaux d'acteurs impliqués, des objectifs recherchés et des résultats obtenus révèlent les rouages d'une redoutable mécanique qui, faute d'être enrayée rapidement, pourrait achever de mettre à terre une presse indépendante déjà moribonde.

LA TRISTE COMÉDIE DE L'APPAREIL SÉCURITAIRE

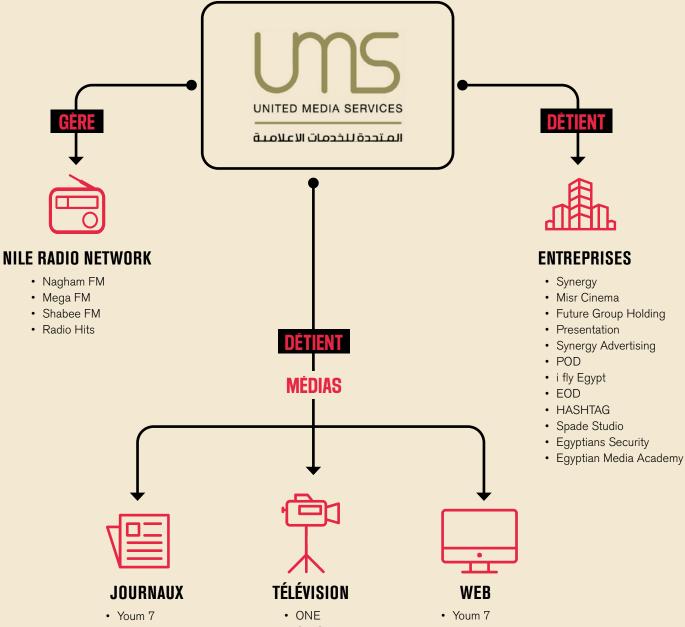
DES MÉDIAS SOUS EMPRISE ÉTATIQUE

Depuis la prise de pouvoir des « Officiers libres » en 1952, les médias égyptiens sont dominés par l'État. Le 24 mai 1956, l'ensemble de la presse écrite est nationalisée et placée sous la tutelle du parti unique. L'État assure son emprise sur la télévision dès son introduction dans le pays, en 1960, à travers la puissante Union de la radio et de la télévision égyptienne. Il n'y aura plus aucun média indépendant en Égypte jusqu'à la réintroduction, en 1976, de la presse partisane et des journaux privés sous la présidence d'Anouar El-Sadate. La libéralisation politique contrôlée du secteur médiatique entamée sous son mandat se développe avec son successeur, Hosni Moubarak. L'allègement de l'emprise étatique permet aux chaînes satellitaires privées de voir le jour au début des années 2000. L'essor de la presse et des chaînes privées reste cependant limité : l'État reste l'acteur principal dans l'audiovisuel et détient, selon une étude menée par RSF en 2019, le Media Ownership Monitor (MOM), un tiers des médias recensés (voir schéma page suivante).

La perte du monopole total de l'État égyptien sur la propriété des médias n'est pas synonyme de désengagement. L'État et son appareil sécuritaire se sont juste redéployés différemment. Convaincus que la vague de soulèvements des printemps arabes avait été rendue possible par la marge de liberté laissée à la presse indépendante et aux chaînes privées, l'État lance une campagne pour reprendre le contrôle de ces espaces. La



UNITED MEDIA SERVICES



- Ain Al Mshaheer
- Sout Al Ouma
- EgyptToday
- Business Today
- Al Dostor
- Al Osboa
- Al Watan.

- ON Sport
- CBC
- CBC Drama
- CBC Sofra
- Extra News
- Al Hayah
- Al Hayah 2
- Al Hayah Drama

- Dot Masr
- Ain Al Mshaheer
- Sout Al Ouma
- Parlamany (Parliamentary)
- Youm 7 Plus

mainmise indirecte jusqu'alors en vigueur, et qui passait par l'autocensure des journalistes et les interventions ponctuelles des propriétaires des médias proches du président, n'est plus jugée suffisante. Le maréchal Abdel Fatah Al-Sissi, qui a pris la tête de l'État, ne se contente pas de renforcer son emprise sur les médias publics, il organise également le contrôle des médias privés. Cette « sissification » du système médiatique s'appuie sur les deux principales branches des services secrets : le « Service des renseignements généraux et le Service des renseignements militaires » (voir schéma page suivante).

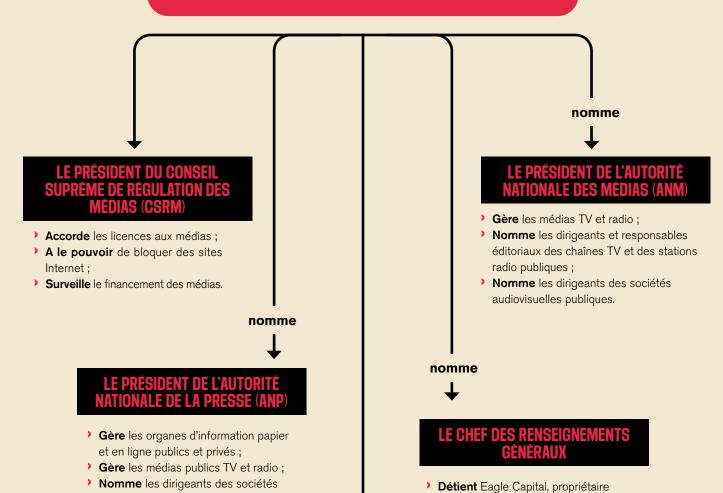
Pour renforcer son pouvoir, le Service des renseignements généraux (SRG) entreprend, à partir de 2016, un nombre d'acquisitions plus ou moins forcées par le biais de sa holding, Eagle Capital, et de sa compagnie médiatique, Egyptian Media Group. Cela lui a permis de devenir rapidement le deuxième acteur dans le paysage médiatique, avec environ 17 % des médias recensés par MOM. L'Egyptian Media Group, devenu United Media Services, détient aujourd'hui un bouquet de journaux (*El-Watan*), de sites d'information (*Youm7*) et de chaînes de télévision (*CBC*, *Al-Hayat*, *Al-Nahar*, *ON TV*). À cela s'ajoute la chaîne *DMC*, détenue par le service des renseignements militaires, conçu comme « une *Al-Jazeera* égyptienne » avant que cette ambition ne soit abandonnée pour une question de coûts (voir schéma p. 7).

La plupart des médias restants sont <u>détenus</u> par des hommes d'affaires proches du président. Une seule chaîne, *MBC Masr*, est détenue par des actionnaires étrangers, de nationalité saoudienne.

Peu à peu, les services de renseignement enlèvent toute autonomie aux médias qui se trouvent sous leur tutelle. Des <u>études</u> révèlent que des équipes de rédaction parallèles, chargées de transmettre les directives aux journalistes et animateurs, ont été créées pour mieux dicter l'information. Le fait que la mort d'un ancien président ait été rapportée avec les mêmes <u>42 mots</u> par l'ensemble des médias égyptiens ou qu'une présentatrice du journal télévisé lise une actualité et finisse en précisant, par inadvertance, « <u>envoyé depuis un appareil Samsung</u> » est révélateur d'une inquiétante uniformité. Cela semble aussi confirmer que les campagnes de dénigrement obéissent à des directives lancées par les appareils sécuritaires, et notamment le SRG - un constat corroboré par les profils des acteurs impliqués dans ces attaques, et la manière dont ils les orchestrent.

LA « SISSIFICATION » DU SYSTÈME DES MÉDIAS

LE PRÉSIDENT ABDEL FATTAH AL-SISSI



d'Egyptian Media Group, l'un des plus

grands groupes de médias.

publiques d'information papier et en

ligne.

Le ministre de la Défense, qui nomme le directeur des renseigments militaires

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE

 A des liens étroits avec Falcon Group et D Media

LES MÉDIAS D'ÉTAT



- Al Ahram Establishment
- Akhbar Al Youm Foundation
- Dar El Tahrir
- Dar Al Hilal
- Rose Al Yousef Foundation
- Dar Al Maaref
- Al Kawmiah Distribution Company
- Middle East News agency

- L'Egyptian Radio
- La télévision officielle égyptienne
- · Sono Cairo (Sawt Al Kahera)
- · L'Egyptian Media Production City
- Nile Sat (The Egyptian Satellite Company)
- Nile Radio Company



L'AUTORITÉ NATIONALE DES MÉDIAS (ANM)



L'AUTORITÉ NATIONALE DE LA PRESSE (ANP)

DES « PRÉSENTATEURS AUX ORDRES » EN PREMIÈRE LIGNE

Au centre des campagnes de diffamation se retrouvent, le plus souvent, des personnalités médiatiques, qui - à la différence des animateurs vedettes des années 2000 - ne se sont pas distinguées par leur parcours professionnel et leurs compétences journalistiques, mais qui ont plutôt bénéficié de leurs liens étroits avec l'appareil sécuritaire de l'État pour prendre une place prépondérante dans le paysage médiatique égyptien.

Alors que l'immense majorité des présentateurs de télévision sont des héritiers ayant profité du capital économique, social et culturel de parents travaillant dans le journalisme, ou plus généralement dans le milieu de la culture, ceux qui servent aujourd'hui ouvertement le pouvoir proviennent le plus souvent de milieux moins favorisés. Ils adoptent facilement un discours anti-élites qui cherche à convaincre « le citoyen moyen » et ils ne se



privent pas d'utiliser un langage familier quand il s'agit d'attaquer des adversaires désignés. Ils ont souvent débuté leur carrière dans les grands journaux d'État, où ils occupaient des postes de correspondants au service de l'État, avant de gravir les échelons et de migrer vers le petit écran à la suite de l'essor des chaînes satellitaires privées, dans les années 2000.



La figure d'Ahmed Moussa représente le mieux l'archétype du présentateur de télévision qui utilise sa notoriété pour servir la doctrine gouvernementale. Originaire de la Haute-Égypte, l'une des régions les plus marginalisées du pays, Ahmed Moussa a longtemps occupé le poste de correspondant auprès du ministère de l'Intérieur au quotidien étatique *Al-Ahram*, où il était soupçonné d'espionner ses collègues. C'est durant cette période qu'il a vraisemblablement développé des liens avec des responsables des services de renseignement. Bien avant le 25 janvier 2011, date de la destitution du président Hosni Moubarak, il attaquait déjà les médias indépendants qui osaient critiquer les excès de la police. Au lendemain du mouvement contestataire, il est propulsé sur les plateaux télévisés, où il n'était jusque-là qu'un invité occasionnel, et devient l'un des porte-parole principaux d'un discours

contre-révolutionnaire. Depuis la prise de pouvoir de l'armée en 2013, il occupe une place centrale dans le paysage médiatique et semble <u>inébranlable</u> malgré son manque de professionnalisme, comme lorsqu'il a diffusé, en 2015, une <u>séquence d'un jeu vidéo</u> en assurant qu'il s'agissait d'un enregistrement des opérations russes contre l'organisation de État islamique en Syrie.

Les présentateurs qui contribuent aux campagnes de diffamation contre des journalistes cumulent généralement de multiples postes ou fonctions dans les champs médiatique et politique égyptiens, ce qui concourt à leur donner une place prépondérante. C'est le cas par exemple de Nashaat El-Deehy, qui en plus d'être directeur exécutif de la chaîne *Ten TV*, sur laquelle il présente une émission politique, est également membre du Conseil suprême de la régulation des médias (SCMR), organe étatique chargé de délivrer - ou pas - les licences au médias, et qui a le pouvoir de bloquer des sites internet mais aussi d'accorder des financements aux médias. De même, le présentateur Mohamed El-Baz n'anime pas seulement 'le soir' un talk-show politique sur *Al-Nahar TV* (chaîne qui appartient à un homme d'affaires proche du pouvoir), il occupe également les postes de rédacteur

en chef et président du conseil d'administration d'*Al-Dostour*. Ce journal appartient à United Media Services (ex-Egyptian Media Group), le plus gros conglomérat de médias égyptiens, propriété de la société publique d'investissements Eagle Capital, elle-même détenue par les services de renseignement (voir schéma p. 7). Quant au journaliste Mostafa Bakri, en plus d'être omniprésent sur les plateaux télévisés de la chaîne *Sada Elbalad*, il est aussi député dans les rangs de la majorité gouvernementale.

Ce sont des présentateurs au profil similaire, et qui disposent tous d'une forte notoriété, qui contribuent généralement à donner le coup d'envoi des campagnes de dénigrement, souvent au prétexte de révéler certains aspects de la vie du journaliste qui se trouve dans le collimateur du pouvoir. Une fois la cible définie, l'appareil médiatique de l'État dans son ensemble s'acharne contre elle, en <u>reprenant</u> systématiquement les mêmes éléments de langage, ou en <u>citant</u> directement les propos du présentateur. Par exemple, <u>Youm7</u>, le site d'information le plus consulté du pays, <u>republie</u> fréquemment les vidéos dans lesquelles les présentateurs « aux ordres » s'acharnent contre les journalistes indépendants.

LES RÉSEAUX SOCIAUX INFILTRÉS

En plus des médias traditionnels, l'État égyptien utilise les réseaux sociaux pour attaquer les journalistes qui dépassent les lignes rouges fixées plus ou moins implicitement. À la suite des soulèvements du Printemps arabe, les réseaux sociaux, véritables « arènes discursives parallèles¹ » où les opposants politiques échangeaient leurs idées, ont été massivement investis par l'État. Aujourd'hui, l'Égypte entretient une armée de trolls constituée de légions de faux comptes, dont le rôle consiste à défendre le gouvernement et à embellir son image sur Facebook et Twitter. Ces « brigades électroniques », comme elles sont appelées par leurs détracteurs, sont également mobilisées pour attaquer des journalistes jugés trop indépendants et qui, *de facto*, se trouvent dans le viseur de l'État.

Les trolls employés par les services de renseignement ne se contentent pas de menacer les journalistes ou de laisser des commentaires haineux, comme cela a été le cas pour **Basma Mostafa** (*Al-Manassa*) et **Mohamed Akl** (*Al-Jazeera*), deux journalistes interviewés par RSF. Ils amplifient également les rumeurs lancées par les « animateurs aux ordres » en partageant des hashtags lancés par ces derniers, comme dans les campagnes visant **Abdelnasser Salama**, ancien rédacteur en chef du quotidien *Al-Ahram*, et **Khairy Ramadan**, animateur de télévision sur la chaîne *Al Kahera Wal Nas* (voir ces cas détaillés dans les parties 3 et 4).

¹ Nancy Fraser, Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy, in Craig J Calhoun, Habermas And The Public Sphere (MIT Press 1992), 123.

DES RÉPLIQUES DIFFAMATOIRES UBUESQUES

Les campagnes de diffamation contre des journalistes égyptiens s'inscrivent dans un discours plus vaste produit par l'État depuis l'arrivée d'Abdel Fattah Al-Sissi à la tête du pays. Ce discours puise constamment dans le mythe fondateur du gouvernement en place et le récit revisité de l'accession au pouvoir de ses principaux tenants. Le coup d'État militaire du 3 juillet 2013 contre l'ancien président Mohamed Morsi (premier président sorti des urnes après le renversement, en 2011, de son prédécesseur Hosni Moubarak) est officiellement présenté comme une opération de sauvetage soutenue par le peuple pour sauver le pays des griffes des Frères musulmans.

Depuis, ce récit demeure le fil conducteur de tout discours officiel. Il justifie toutes les politiques menées, que ce soit en matière de diplomatie, de développement économique ou encore de répression de l'opposition. Le credo : la stabilité et la sécurité du gouvernement représentent la lutte du bien contre le mal avec, d'un côté, la Nation, représentée par le peuple et l'armée et, de l'autre, les organisations terroristes, au premier rang desquelles les Frères musulmans.

Dans son <u>émission</u> du 10 septembre 2020, l'animateur pro-gouvernemental Mohamed El-Baz partage ainsi sa vision manichéenne du paysage médiatique égyptien. D'un côté, les journalistes indépendants sont qualifiés d'« *ennemis de la patrie* », sont accusés de mener des attaques psychologiques pour affaiblir « *le front interne* » du pays en s'en prenant au « lien entre l'armée et le peuple ». De l'autre, les journalistes « *patriotes* » ripostent et empêchent ainsi le complot de réussir. Dans ce contexte de lutte, tous les coups sont permis pour ternir l'image des collègues qui osent encore faire leur métier d'informer.

LE JOURNALISTE, UN AGENT DU MAL



Depuis que la confrérie des Frères musulmans a été déclarée « organisation terroriste » en 2013, les journalistes indépendants sont systématiquement associés par les médias pro-gouvernementaux à une force du mal qui menacerait sans cesse la patrie et sont souvent accusés d'appartenir à l'organisation islamiste interdite. C'est le cas de **Khaled El-Balshy**, directeur du site d'information *Daaarb.org* et ancien vice-président du syndicat égyptien des journalistes. Figure phare du journalisme indépendant dans le pays, Khaled El-Balshy a longtemps été la cible privilégiée des médias contrôlés par l'État. En 2019, quand les attaques des médias égyptiens ont atteint leur paroxysme, le journaliste a été visé par au moins cinq campagnes de communication diffamatoires en l'espace de trois mois.

Pendant cette période, la presse pro-gouvernementale regorgeait de titres accrocheurs comme ceux-ci :

6 6 | Khaled El-Balshy, un soutien des Frères [musulmans] [qui] jette de l'huile sur le feu de la Fitna. »

6 6 | El-Balshy flirte avec [l'organisation] terroriste pour conclure un mariage infâme : comment la gauche et les Frères musulmans se rejoignent-il ? »



Pour créer ce lien d'appartenance entre le journaliste, pourtant affilié à la gauche et non à la droite conservatrice religieuse, avec les Frères musulmans, de nombreux journaux et sites d'information se sont servis d'une photo de la conférence de l'hôtel Fairmont de juin 2012.2 Ces médias assuraient que le soutien de personnalités comme El-Balshy avait permis à l'organisation islamiste d'arriver au pouvoir, arguant du fait que cette conférence avait eu lieu avant et non après la victoire de Mohamed Morsi au second tour des élections (comme cela fut le cas).

Une fois son nom associé aux Frères musulmans, Khaled El-Balshy pouvait ensuite facilement être accusé de terrorisme. Cet argument permet de le présenter comme une menace à la sécurité nationale et justifie des mesures répressives à son encontre. Dans ce contexte, les plumes de journaux d'État ont même eu recours au vocabulaire religieux pour présenter le journaliste comme l'incarnation du mal. Qualifié de « personnage diabolique », El-Balshy est accusé de « souffler sur le feu de la Fitna », terme religieux renvoyant à la discorde au sein de la communauté des croyants.

« L'ENNEMI QUI ATTISE LA HAINE CONTRE L'ARMÉE »

Une autre accusation courante, utilisée sur les plateaux de télévision par les animateurs proches des services de renseignement, est d'appartenir au « côté obscur ». Les animateurs vedettes qui avaient pris une position favorable à la révolution et fait part de leur méfiance vis-à-vis de l'armée pendant le Printemps arabe en ont notamment fait les frais, au point d'avoir, à force de pressions, été, pour certains, contraints à l'exil.

C'est le cas de Yosri Fouda, un journaliste qui a fait carrière à la BBC et Al-Jazeera avant de rentrer en Égypte pendant la révolution. Il présentait une émission politique jusqu'en 2014, période durant laquelle il a souvent été ciblé par les présentateurs pro-gouvernementaux. Entre 2016 et 2018, il a officié sur la chaîne allemande arabophone Deutsche Welle. Durant cette période, il a notamment subi les attaques d'Ahmed Moussa lors de son émission Ala Masouliti:



Yosri Fouda est parmi ceux qui détestent l'État égyptien : les haineux de l'État et de ses institutions. »

🇲 🗲 | En 2011, Yosri travaillait pour Al-Jazeera. Il attaquait les forces armées. Il n'y a pas une fois où Yosri Fouda n'a pas attaqué l'armée et son commandement. Il accueillait dans son émission tous ceux qui détestent l'Égypte. Il avait transformé son émission en un instrument pour attaquer et inciter à la haine contre l'armée. Cela a continué pendant plusieurs années jusqu'à ce que le peuple commence à le détester. »

² Lors de cette rencontre historique, des figures révolutionnaires et nasséristes avaient promis leur soutien au candidat présidentiel des Frères musulmans, Mohammed Morsi, au lendemain de sa victoire au second tour des élections, face à ce qu'ils percevaient comme des tentatives de l'ancien régime de reprendre les rênes du pays.



« L'INVITÉE PERFIDE QUI COMPLOTE CONTRE L'ÉGYPTE »

La journaliste **Liliane Daoud** a subi un sort similaire. Cette animatrice de télévision libanaise a longtemps travaillé pour la chaîne égyptienne *ONTV* (devenue *ON E*). Elle y présentait une émission politique jusqu'en avril 2016, date à laquelle la direction de la chaîne l'a licenciée quelques heures avant qu'elle ne soit expulsée du pays au prétexte que son contrat de travail avait expiré. En réalité, elle a vraisemblablement été évincée pour avoir critiqué un accord de délimitation des frontières maritimes, signé quelques semaines plus tôt, qui cédait deux îles en mer Rouge, jusque là contrôlées par l'Égypte, à l'Arabie saoudite.

À peine Liliane Daoud avait-elle repris les rênes d'une nouvelle émission consacrée à l'Égypte, cette fois sur la chaîne panarabe *Al-Araby*, qu'elle est redevenue la cible de campagnes de haine ponctuelles.

En février 2018, l'animateur pro-gouvernemental Nashaat El-Deehy a assuré que la journaliste avait appelé la communauté internationale à intervenir en Égypte, alors qu'elle avait simplement condamné la complaisance des pouvoirs occidentaux vis-à-vis de la main de fer avec laquelle le président Al-Sissi dirigeait le pays, ainsi que l'instabilité que cette manière de gouverner pourrait entraîner. Durant la période où la journaliste apparaissait régulièrement sur les écrans d'Al-Araby, RSF a identifié au moins trois autres exemples où elle a été la cible de campagnes diffamatoires lancées par Nashaat El-Deehy. Dans chacun de ces cas, l'animateur ne s'est pas contenté de l'insulter, mais il s'est également réjoui du fait qu'elle avait été « chassée du pays comme une chienne ». La journaliste est dépeinte comme une figure maléfique qui, après avoir été accueillie et nourrie par l'Égypte - présentée comme une figure maternelle -, s'est retournée contre celle-ci, commettant l'équivalent d'une tentative de matricide.

L'Égypte qui t'a hébergée et protégée à un moment où tu as été sans abri. Elle t'a donné l'opportunité de paraître sur ses écrans... mais tu as prononcé des paroles empoisonnées. »

Non Liliane, tu n'es pas une fille de ce pays. Tu es la fille de quelque chose d'autre. Tu as été chassée d'Égypte parce que tu n'as pas de valeurs. Tu ne mérites pas de vivre ici parmi les Égyptiens. L'Égypte t'as hébergée et protégée, mais tu as été comme une lame empoisonnée... et c'est pour cette raison que tu as été écartée. L'Égypte est trop honorable et pure pour des gens comme toi. »

Ces différents récits ne la présentaient pas seulement comme une « invitée perfide » ayant tenté d'assassiner son hôte (l'Égypte), mais aussi comme une comploteuse proche d'autres forces du mal, c'est-à-dire des Frères musulmans, chassés d'une manière similaire quelques années auparavant et désormais condamnés à vivre à l'étranger.

LE JOURNALISTE, UN MERCENAIRE AU PROFIT DE FORCES ÉTRANGÈRES

Quand les campagnes de dénigrement n'assimilent pas directement les journalistes aux « forces du mal », elles peuvent toujours les y associer en les accusant de recevoir des financements étrangers ou au faux prétexte qu'ils travaillent pour un large éventail de forces étrangères.

Sur les plateaux télévisés, le média indépendant Mada Masr et sa rédactrice en chef **Lina Attalah** sont ainsi accusés de publier des articles en anglais pour recevoir des financements étrangers, qui peuvent prendre diverses formes:



6 | Ils publient de <u>faux rapports</u> et les envoient à l'étranger pour recevoir des financements étrangers. [...] Je dis aux autorités responsables... ce prix que Lina Attalah a reçu est une forme de financement indirect. Le ministère de la Solidarité et le gouvernement ont mis en place une régulation pour le financement des organisations. Du coup, ils se sont dit : "On ne va plus envoyer de financements, mais plutôt donner des prix." »

-Nashaat El-Deehy, lors de l'émission télévisée Bel Warqa Wel Qalm du 1er juin 2020.



Le présentateur pro-gouvernemental Nashaat El-Deehy accuse également le journaliste d'investigation et défenseur des droits humains Hossam Bahgat - qui serait, selon lui, le véritable propriétaire de Mada Masr - de comploter avec l'Occident. Une accusation reprise par son confrère Mohammed El-Baz, qui décrit Bahgat comme « une personne suspecte avec un réseau de relations internationales suspectes ».



Il <u>communique avec les Américains</u>. Il communique avec les Européens. Il communique avec le Congrès américain pour avoir leur soutien pour sa cause. »
-Nashaat El-Deehy, lors de l'émission télévisée Bel Warqa Wel Qalm du 26 novembre 2019.

De la même manière, le directeur du site d'information Daaarb.org, Khaled El-Balshy a été accusé par Nashaat El-Deehy d'avoir essayé de négocier la vente du journal Al-Badil à des personnes proches de la République islamique d'Iran. Khaled El-Balshy aurait ainsi reçu un million de dollars en contrepartie de son rôle dans « la première tentative d'infiltration du milieu journalistique égyptien ». L'animateur a également accusé l'épouse du journaliste, Nafisa El-Sabagh, de recevoir 40 000 euros par mois en financements étrangers pour son association de femmes journalistes.

Les accusations grossières portées contre les journalistes ne sont pas toujours en rapport avec la réalité de la position géopolitique de l'Égypte. Ainsi, le journal Rosa El-Youssef, détenu par l'État, accuse le site d'information indépendant Mada Masr de travailler pour le compte de l'Union européenne, qui est pourtant un allié de l'Égypte dans sa « guerre contre le terrorisme ».

LE JOURNALISTE, UNE FIGURE DU VICE

Les affaires de mœurs constituent un autre moyen d'attaque des journalistes indépendants. Les décrire, dans les médias proches de l'État, comme des figures du vice permet d'affaiblir leur autorité et de suggérer que ces journalistes ciblés présentent l'information sous un jour biaisé ou interprètent les événements de façon tendancieuse. En prétendant que leurs adversaires sont impliqués dans une forme ou une autre de débauche, les journalistes pro-gouvernementaux cherchent à gagner la « guerre des écrans » en mobilisant, de leur côté, une audience largement conservatrice et sensible aux questions sociétales.

Cette stratégie apparaît assez clairement dans les <u>propos</u> diffamatoires de Nashaat El-Deehy à l'encontre du média indépendant *Mada Masr*, et de l'un de ses contributeurs, le journaliste Hossam Bahgat.

Il y a quelque chose d'étrange qui a attiré mon attention. Quelque chose qui m'a choqué et qui vous choquera aussi, je pense. En faisant mon enquête, j'ai trouvé sur le site une section comportant les évènements et les soirées. Voilà! Ils organisent des soirées! Des soirées, comme vous le savez, avec des satanistes. Je ne connais pas ça évidemment, mais ce sont des soirées de ce genre. Voilà le héros Hossam Bahgat au milieu d'une soirée dansante. »

Ce site est détenu par quelqu'un qui s'appelle Hossam et sa rédactrice en chef est Lina Attalah. Qui est-ce Hossam Bahgat ? Hossam Bahgat est l'un des défenseurs de la déviance³. Hossam Bahgat... oui, il les défend. Je n'accuse personne sans preuve. Après, ils vont venir me dire : "c'est de l'injure". Non, ce n'est pas de l'injure. Cet homme défend une cause. Il a une cause. Hossam Bahgat est un homme qui défend une cause. »

-Nashaat El-Deehy, lors de l'émission télévisée Bel Warqa Wel Qalm du 26 novembre 2019.

Cette accusation qui fait référence à la « cause » de la communauté LGBTQIA+, persécutée dans le pays, est particulièrement dangereuse. Le fait que Hossam Bahgat soit associé à la communauté homosexuelle, même si ce n'est qu'en simple défenseur de leurs droits, contribue à le dépeindre implicitement comme une source de corruption qui menace le status quo « vertueux » de la société, ce qui l'expose à la stigmatisation, voire pire.

L'Égypte étant une société patriarcale, le comportement des femmes journalistes y est soumis à davantage de règles que leurs confrères masculins, ce qui les rend encore plus vulnérables aux accusations d'affaires de mœurs. Ainsi, en 2017, la journaliste **Nafisa El-Sabagh,** épouse de Khaled El-Balshy, s'est retrouvée accusée, par la presse et les sites d'information affiliés à l'État, de promouvoir <u>la consommation d'alcool</u>.

Quelques mois plus tard, la journaliste et activiste **Esraa Abdel Fattah** était victime d'une campagne de dénigrement particulièrement vicieuse. Pendant un mois, les médias contrôlés par l'État l'ont critiquée parce qu'elle avait retiré son voile. Sur les chaînes de télévision détenues par les services de renseignement, les présentateurs montraient des photos d'elle en maillot de bain. Dans leurs émissions, les animateurs prétendent révéler « la vérité sur "Esraa Abdel Fattah, qui portait un voile avant le 25 janvier 2011 et qui porte aujourd'hui un bikini" ». Deux ans plus tard, quand Esraa Abdel Fattah est arrêtée par les autorités égyptiennes, ils montrent encore les mêmes images, obtenues sans son consentement, en demandant d'un ton ironique s'il s'agissait là du « symbole de la jeunesse et de la justice sociale ».

³ Le terme « déviance » est utilisé en Égypte comme désignation péjorative de l'homosexualité.

UNE VOIX UNIQUE DONNÉE EN REPRÉSENTATION

Dans ses déclarations, le président Al-Sissi ne fait plus mystère de son intention d'étendre son hégémonie et de réduire au silence toute voix dissidente. Si le président égyptien se contentait encore, en 2013, des réunions à huis-clos avec l'État-major pour parler du déclin de la domination culturelle de l'armée et de la nécessité de reconstruire les « bras médiatiques de l'État », il n'hésite plus, aujourd'hui, à faire <u>publiquement</u> référence au président Nasser, dont il envie le soutien inconditionnel que lui apportaient les médias.

Les campagnes de diffamation, lancées par les présentateurs aux ordres et relayées par l'ensemble de l'appareil médiatique de l'État, doivent donc être considérées comme une stratégie pour légitimer la répression contre les journalistes qui expriment des opinions dissidentes, recadrer ceux qui ne conforment pas entièrement au récit officiel et discréditer les derniers médias indépendants.

UNE RÉPRESSION LÉGITIMÉE

Les arrestations de journalistes coı̈ncident souvent avec des campagnes de diffamation. Les animateurs progouvernementaux et les médias proches de l'État interviennent en amont ou en aval d'une arrestation pour peindre un portrait peu flatteur de leur victime. Ces campagnes destructrices permettent clairement de légitimer, auprès de l'opinion publique, les mesures répressives prises ou qui sont sur le point de l'être.



Le cas d'**Abdelnasser Salama**, l'ancien rédacteur d'*Al-Ahram*, constitue l'un des derniers exemples d'une telle coordination entre l'appareil sécuritaire et médiatique de l'État. Salama a été <u>arrêté</u> le 18 juillet 2021 après avoir publié une critique virulente du président Al-Sissi pour sa gestion du dossier du barrage de la Renaissance, en construction en Éthiopie⁴. La publication de ce pamphlet a très rapidement déclenché une campagne de haine.

Le 12 juillet, au lendemain de la publication de l'article, le présentateur progouvernemental Nashaat El-Deehy qualifie le journaliste de « mercenaire », « salaud » ou « ordure ». Il <u>l'accuse</u> également de propager des mensonges...

faits pour lesquels il devrait être considéré comme une menace pour la sécurité nationale, expulsé du syndicat des journalistes et puni par les autorités.

Cinq jours plus tard, il <u>renouvelle</u> son attaque contre le journaliste, en l'accusant non seulement d'appartenir aux Frères musulmans, mais aussi d'avoir harcelé une consœur. Le lendemain, Abdelnasser Salama est arrêté.

La campagne de haine a été menée parallèlement sur les réseaux sociaux. Alors qu'il avait été initialement reçu favorablement par les internautes, l'article ainsi que son auteur sont soudainement conspués par des comptes Twitter pro-gouvernement. Compte tenu de l'irrégularité et de la synchronicité de leurs publications, ces comptes, qui affichent ouvertement leur soutien au président et à l'armée, font vraisemblablement partie desdites « brigades électroniques » employées par les services de renseignements. Sous le couvert d'un hashtag qui l'accuse de trahison, les messages massivement relayés exigent alors que le journaliste soit jugé. Des menaces de mort sont aussi propagées, jusqu'au jour de son arrestation.

⁴ Dans l'État régional de Benishangul-Gumuz sur le Nil bleu. Avec une puissance installée de 5 150 MW, il devrait être le plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique.

DES LIGNES ROUGES RENFORCÉES

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les journalistes « loyalistes » ne sont pas totalement à l'abri des attaques de l'appareil médiatique étatique. Si quelques journalistes et présentateurs de télévision sont les partenaires privilégiés des services de renseignement et jouissent de ce fait de leur protection, ce n'est pas le cas de la plupart des journalistes qui continuent à travailler pour les médias d'État. Nombre d'entre eux ont entamé leur carrière pendant l'ère de libéralisation initiée par le président Hosni Moubarak. Ils ont été habitués à disposer d'une certaine marge de manœuvre, certes étroite, mais qui leur permettait de relayer une partie des critiques de l'opposition, même si l'objectif restait de défendre le gouvernement.

La conquête de l'ensemble du paysage médiatique par l'appareil sécuritaire a privé les journalistes de cette liberté et a entraîné des tensions, qui ont atteint leur paroxysme pendant la crise politique engendrée par la décision égyptienne de céder deux îles de la mer Rouge à l'Arabie saoudite en avril 2016. Ces tensions ont continué à resurgir régulièrement jusqu'à ce que les services de renseignement réussissent à asseoir leur domination totale sur le paysage médiatique égyptien, entre 2018 et 2019.

Durant cette période, l'État a engagé un large éventail de représailles, allant des campagnes de diffamation jusqu'au licenciement, voire à l'arrestation afin, tout d'abord, de rétablir les lignes rouges qui avaient disparues durant la parenthèse révolutionnaire, puis, pour clairement signifier aux journalistes « loyalistes » que plus aucune autonomie de leur part ne serait désormais tolérée.

Les campagnes de dénigrement engagées par l'appareil médiatique de l'État contre ses propres membres ont servi à donner l'exemple. Ce phénomène a été particulièrement visible sur les plateaux télévisés où les « présentateurs aux ordres » ne constituaient alors qu'une très petite minorité. La grande majorité des animateurs vedettes avaient gagné leur réputation dans les années 2000 grâce à la liberté de ton que l'émergence des chaînes satellitaires privées et le format des talk-shows leur avait permis d'adopter. Ce contexte leur avait appris à aborder certains sujets tabous, tout en s'autocensurant pour ne pas franchir trop de lignes rouges. Cette conception du métier s'est cependant avérée en décalage avec la nouvelle structure du paysage médiatique. Interpréter les intérêts de l'État ne suffisait plus.



Cela a valu à certains journalistes de télévision d'être la cible de campagnes de diffamation parmi les plus spectaculaires. Le sort du présentateur **Khairy Ramadan** est l'un des plus symptomatiques. Il avait entamé sa carrière d'animateur d'émissions politiques à la télévision d'État. Pendant le printemps arabe, il avait défendu l'ancien président Moubarak et <u>accusé</u> les jeunes révolutionnaires d'avoir essayé de prendre d'assaut le bâtiment de la télévision égyptienne avec des fusils et des grenades. En 2013, il figurait parmi les figures médiatiques qui s'opposaient aux Frères musulmans et il n'avait pas hésité à soutenir l'armée au moment de son retour au pouvoir. Comme la plupart de ses collègues officiant sur les plateaux de télévision, il a encouragé le général Abdel Fattah Al-Sissi, devenu maréchal, à se présenter aux élections présidentielles.

À partir de 2015, Ramadan, mais aussi d'autres animateurs, ont cessé d'afficher leur soutien inconditionnel du nouveau président sur les plateaux télévisés. C'est dans ce contexte que des critiques occasionnelles lui ont valu de devenir la cible de représailles.

En mars 2015, après avoir <u>défendu</u> le prédicateur Amr Khaled, tombé en disgrâce après 2013 pour avoir été affilié aux Frères musulmans dans le passé, Ramadan a été visé par une campagne de haine lancée par ses confrères Mostafa Bakry et Ahmed Moussa, immédiatement reprise par nombre d'internautes. Le lendemain de l'émission où Khairy Ramadan avait condamné l'acharnement des médias contre le prédicateur et critiqué « ces gens qui se prennent pour des empereurs », Mostafa Bacry a diffusé un extrait de son émission datant de l'année précédente où l'un de ses invités avait affirmé que « 50 % des femmes de la Haute-Égypte trompaient leur mari ». Face à ses accusations, les présentateurs <u>Bakry</u> et <u>Moussa</u>, tous deux originaires de la Haute-Égypte et travaillant pour une chaîne détenue par un homme d'affaires proche du président, se sont ainsi érigés en défenseurs de l'honneur des femmes, et surtout des hommes du sud du pays. Ils ont tous les deux diffusé le même extrait, qui n'avait pourtant choqué personne lors de sa présentation initiale, dans leur émission. Ils ont ainsi pu accuser leur confrère d'avoir ouvert complaisamment son plateau à cet invité et à ses propos déplacés. Ils ont également lancé des <u>hashtags</u> condamnant cet incident qui ont été largement repris par des internautes scandalisés. Bien que l'invité qui avait formulé ces propos ait été la cible principale de cette campagne de haine

sur les réseaux sociaux – qui allait jusqu'à demander sa condamnation à la peine de mort ! –, Khairy a également été accusé d'avoir porté atteinte à l'image et au statut de la femme égyptienne, poussant la direction de sa chaîne à suspendre son émission pendant 15 jours.

En décembre 2019, la présentatrice **Basma Wahba** a également été attaquée par les médias contrôlés par l'État après avoir publié <u>une vidéo</u> dans laquelle elle critiquait d'un ton ironique l'état de la liberté d'expression dans le pays. Basma Wahba, qui a pourtant toujours défendu l'État et qui est mariée à un ancien officier des renseignements, a expliqué deux jours plus tard que la vidéo était censée être une publicité pour sa nouvelle émission et une technique pour « faire tomber les opposants dans le piège ». Cependant, ce « piège » n'a visiblement pas plu aux services de renseignement qui avaient engagé, entre-temps, une campagne de dénigrement contre elle sur leurs sites d'information.

Ce phénomène ne touche pas seulement le secteur de l'audiovisuel. En 2019, le journaliste **Mofeed Fawzy**, qui avait toujours été proche de l'État durant les six décennies de sa carrière, est devenu <u>la cible</u> d'attaques de ses collègues de la presse écrite et de la télévision. Habitué à l'époque où l'État s'appuyait sur les pratiques d'autocensure des journalistes au lieu d'intervenir directement dans le paysage médiatique, Mofeed Fawzy avait publié un article dans lequel il critiquait la mainmise des services de renseignement sur le secteur. Cette tentative de réclamer une marge de liberté limitée qu'il pensait nécessaire à l'exercice de son métier lui a valu un rappel à l'ordre.



DES MÉDIAS INDÉPENDANTS DISCRÉDITÉS

En plus de légitimer la répression des voix dissidentes et de rappeler à l'ordre les journalistes « loyalistes », l'État mobilise également son appareil médiatique pour discréditer les médias qui échappent encore à son contrôle. La chaîne qatarie *Al-Jazeera*, ainsi que les chaînes d'opposition affiliées aux Frères musulmans basées à Istanbul, ont ainsi été longtemps les ennemis jurés des médias égyptiens, avant qu'un rapprochement diplomatique ne s'effectue entre l'Égypte et ces deux pays. C'est également le cas pour les derniers remparts du journalisme indépendant dans le pays. Les sites d'information *Mada Masr* et *Daaarb*, bloqués par les autorités, sont régulièrement attaqués par les médias contrôlés par les services de renseignement dès qu'ils publient des articles peu flatteurs pour le pouvoir égyptien.

Ainsi, quelques jours après la parution d'un article dans lequel le site rapportait que le fils du président serait envoyé à Moscou, une sanction de sa mauvaise gestion de la crise du 20 septembre 2019⁵, les locaux de Mada Masr ont été visés par une perquisition. Puis le site a été la cible d'une campagne de diffamation (voir partie 2).

Si cette campagne a servi, dans un premier temps, à légitimer les mesures répressives prises à l'égard du média (dont des arrestations), sa durée a montré l'existence d'un autre objectif. En attaquant le site, les médias contrôlés par l'État ont également cherché à décrédibiliser l'une des dernières sources d'information fiables dans le pays. Mada Masr a donc été présentée comme une fabrique de mensonges, dont le seul but était d'alimenter les chaînes d'opposition affiliées aux Frères musulmans avec des fausses informations. Dans son émission Bel Warga Wel Qalm, l'animateur Nashaat El-Deehy délivre ainsi, le 26 novembre 2019, un long monologue dénigrant ouvertement Mada Masr:



6 | Dans les derniers jours, le nom de Mada Masr figurait souvent dans des articles et des rapports. C'est la source principale de fausses informations pour les Frères musulmans. Ils disent tous : « Selon Mada Masr ». [...] Le nom de Mada Masr est associé dans mes oreilles aux Frères musulmans... Une voix d'Ikhwan qui utilise Mada Masr. Al-Jazeera dit: « Selon Mada Masr ». BBC dit: « Selon Mada Masr ». Deutsche Welle dit : « Selon Mada Masr ». Les Frères musulmans disent : « Selon Mada Masr ». Que Dieu maudisse Mada Masr. »



Vous pouvez voir la quantité de fabrication de rumeurs et de fausses nouvelles. C'est la source principale pour les porte-parole pourris des Frères musulmans à l'étranger. »

⁵ Le 20 septembre 2019, des manifestations sporadiques ont eu lieu dans plusieurs grandes villes à la suite d'une série de révélations diffusées par l'homme d'affaires exilé Mohamed Ali, dans lesquelles ce dernier accusait le président et l'armée de corruption et de détournement de fonds.

DES COUPS DE BÂTON QUI FONT MAL

Les témoignages recueillis par RSF montrent la difficulté d'isoler les effets spécifiques de ces campagnes dénigrement, car les journalistes indépendants sont soumis à de nombreuses pressions et de représailles de la part de l'appareil sécuritaire. Ces différentes pressions façonnent un climat de peur général et limitent le mouvement des journalistes et leurs interactions sociales, qu'ils soient à l'intérieur du pays ou en exil. Les attaques des médias affiliés à l'État égyptien et les campagnes de haine sur les réseaux sociaux apparaissent comme un facteur aggravant complétant d'autres moyens de pression. Ainsi, trois des quatre journalistes interviewés ont aussi été agressés ou emprisonnés par les forces de sécurité, ce qui les a contraints à quitter leur pays. Ils ont également subi des intimidations par le biais de leurs proches en Égypte, qui ont été menacés par les forces de sécurité. L'un d'eux a même été placé sur la liste des « terroristes », ce qui lui a valu un gel de ses comptes bancaires. Ces pressions les atteignent même dans leur quotidien en exil, puisque le refus des autorités égyptiennes à renouveler leur passeport leur impose d'importantes contraintes en matière de séjour à l'étranger et limite leur liberté de circulation.

UN CLIMAT DE PEUR

Le témoignage d'Emadeldin El-Sayed, un ancien journaliste d'Al-Jazeera, témoigne du climat de peur instauré par les campagnes de dénigrement. El-Sayed est devenu la cible des attaques des médias pro-gouvernementaux après avoir réalisé un film sur le service militaire obligatoire en Égypte. En parlant de l'effet que cette campagne a eu sur lui, il évoque un « sentiment d'inquiétude permanent » quant à la validité des titres de séjour dont lui et sa famille peuvent bénéficier et sans lesquels ils seraient renvoyés en Égypte, où ils risqueraient d'être emprisonnés.



Emadeldin El-Sayed © Twitter

De son côté, le journaliste **Mohamed AkI** pense avoir développé une « certaine résilience ». Al-Akl travaille comme correspondant et présentateur pour Al-Jazeera. Le journaliste était présent au sit-in de Rabia Al-Adawiya⁶, avant que celui-ci ne soit dissous violemment. Après la fermeture du bureau d'Al-Jazeera au Caire et l'arrestation de plusieurs de ses collègues, Mohamed Akl a opté de partir en exil. Depuis, il a écrit et réalisé un documentaire sur l'évolution post-2011 du rapport de la jeunesse à la religion, à partir de témoignages d'anciens militants islamistes exilés comme lui. Ce travail audiovisuel portant sur des enjeux plutôt sociétaux (la perte de la prégnance de la religion pour certains, la radicalisation pour d'autres), il considère que la vague de dénigrement qui a suivi sa diffusion a été plus féroce que celles qui l'ont précédée. Il se souvient ainsi que :



6 Les effets étaient moins forts pendant la première période [ndlr : entre la prise du pouvoir du président Al-Sissi en 2013 et la sortie de son documentaire en 2019], parce que les médias utilisaient toujours les mêmes accusations toutes prêtes. Après la sortie du film, la pression a été bien plus forte. »

Mohamed Akl fait ici la distinction entre les accusations qui constituent les lieux communs des campagnes de diffamation des médias pro-gouvernementaux, tel que le terrorisme ou l'espionnage, et celles qui l'ont visé après la diffusion de son documentaire. En parlant à des femmes qui avaient retiré leur voile et un jeune membre des Frères musulmans qui était devenu athée, le journaliste avait abordé le thème de la recomposition de la religiosité d'une jeunesse déçue et traumatisée par l'événement révolutionnaire. Cet affront aux valeurs conservatrices lui a valu d'être accusé de promouvoir l'athéisme et d'encourager les femmes à retirer le voile.

⁶ Le 14 août 2013, ce sit-in de manifestants pro-Morsi qui s'opposaient à la destitution de l'ancien président quelques semaines auparavant, a été violemment dispersé par la police et l'armée égyptienne avec des tirs de balles réelles, tuant plus de 1 150 personnes selon Human Rights Watch.

Cependant, il insiste sur le fait que sa sensibilité aux propos diffamatoires et aux messages de haine a diminué au fur et à mesure du temps :



6 | J'ai été très touché par ces campagnes au départ, mais c'est moins le cas maintenant. Les campagnes ont baissé d'intensité et j'ai développé plus de résilience. Au début, je voulais arrêter [de travailler] parce que j'avais peur pour ma vie, mais maintenant j'ai envie de faire dix documentaires! »

Cette désensibilisation progressive est également présente dans le récit de Basma Mostafa. La journaliste d'investigation, qui a travaillé pour des sites d'information comme Masrawy et Al-Manassa, a été pour la première fois la cible d'une campagne de diffamation après la publication d'un rapport sur le meurtre de l'étudiant italien Giulio Regeni, en 2016. Le site d'information en ligne Masrawy, qui appartenait déjà à Egyptian Media Group, a rapidement dépublié cette enquête. Les dirigeants du site ont ensuite publié des publications diffamatoires contre Basma Mostafa sur les réseaux sociaux. Depuis, elle est régulièrement la cible des « brigades électroniques » des services de renseignement. Ceux-ci lui laissent des messages haineux dans les commentaires de ses articles et lui envoient des menaces. Cependant, elle maintient que c'est la première campagne de diffamation « qui l'a le plus influencée et lui a fait le plus de mal ».

UNE STIGMATISATION SOCIALE

Les récits des journalistes interviewés montrent que les campagnes de diffamation leur ont valu, d'une façon ou d'une autre, une stigmatisation sociale. Emadeldin El-Sayed et son confrère Abdelrahman Ayyash, anciennement blogueur, fixeur et journaliste pour Huffpost Arabic, déplorent tous les deux avoir perdu beaucoup de leurs contacts en Égypte.

Mohamed Akl explique, par exemple, que s'il n'a pas été stigmatisé par ses proches, certaines personnes dans son cercle de connaissances plus large ont cru ce qui était dit à son sujet dans les campagnes de diffamation :



Abdelrahman Ayyash © Alaraby TV



6 | Parmi mes proches, les gens me connaissent très bien [et ils n'y ont pas cru]. Dans les cercles plus larges, j'ai eu des problèmes. Des collègues m'ont accusé d'avoir promu l'athéisme. Des gens ont affirmé que telle personne [moi en l'occurrence] faisait la promotion de telles et telles idées. Dans mon village⁷... des gens qui m'accusaient déjà de trahison ont saisi cette opportunité pour continuer à me dénigrer parce que cette accusation [de promouvoir l'athéisme] est beaucoup plus impactante. »

Basma Mostafa, quant à elle, se sent stigmatisée, même par ses proches, non pas parce que ses amis croient aux accusations que diffusent les trolls des services de renseignement, mais parce qu'ils les interprètent comme des signes du mécontentement de l'État envers elle. Ces personnes adoptent ainsi un comportement prudent ou distant vis-à-vis d'elle par peur de subir des représailles.



Basma Mostafa © AP/Nariman El-Mofty



Personne n'a coupé les liens avec moi, mais des personnes très chères m'ont demandé de ne pas publier des photos où elles apparaissaient à mes côtés, parce qu'elles rentrent encore souvent en Égypte. Ca m'a fait mal au début, mais j'ai fini par comprendre. »

⁷ Une affiche avec une photo du journaliste qui le décrivait comme terroriste a été placardée dans son village. Le journaliste considère, néanmoins, que l'immense majorité des habitants de son village ont été outrés par cette affiche et l'ont rapidement enlevée.

La journaliste Esraa Abdel Fattah a, elle, été stigmatisée au sein même de sa famille qui, selon des sources contactées par RSF, l'a accusée d'avoir porté atteinte à son honneur. Après la diffusion de ses photos en maillot de bain par les médias pro-gouvernementaux, elle a perdu contact avec de nombreux parents, des hommes pour la plupart.

DES DIFFICULTÉS À EXERCER LEUR MÉTIER

Si certains journalistes, comme Emadeldin El-Sayed, ont pu profiter de la notoriété que ces campagnes leur ont conférée à l'international, la plupart se plaignent d'être devenus persona non grata et de ne plus trouver d'emploi. Ainsi, plusieurs médias ont refusé de travailler avec Esraa Abdel Fattah à la suite des attaques qu'elle a subies en 2017. Il en est de même pour Basma Mostafa, qui a été de facto interdite d'exercer son métier pendant deux ans, entre 2016 et 2017.

Les journalistes victimes de campagnes de diffamation ont aussi du mal à continuer à collaborer avec certaines sources d'informations, qui ont peur pour leur réputation. Cette explication a été relayée à la fois par Basma Mostafa et Mohamed Akl. Ce-dernier explique que :



6 | Je voulais faire un documentaire sur les Coptes et j'ai trouvé que 90 % des jeunes avaient peur de me parler. C'était à la fois à cause de mon association à Al-Jazeera, de la réaction de médias à mon dernier film et du sujet de celui-ci. Certaines fois, je les contactais à l'aide d'un intermédiaire et ils donnaient leur accord pour travailler avec moi. Plus tard, quand je leur parlais, ils changeaient d'avis. Cela m'a fait envisager de ne plus réaliser de documentaires en Égypte. »

5 APPEL ET RECOMMANDATIONS

UN PAYSAGE MÉDIATIQUE PLUS SAIN ET UN ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL PLUS VIABLE POUR LES JOURNALISTES SERONT IMPOSSIBLES SANS INDÉPENDANCE ET DÉONTOLOGIE.

Comme démontré dans le rapport, le pouvoir possède les médias et les contrôle de près ou de loin. Il faut donc permettre au journalisme indépendant de pouvoir exister en commençant par le déblocage, par le Conseil suprême de régulation des médias (CSRM), des rares sites d'information indépendants. Ce dernier ne pourra jamais prétendre remplir son rôle de régulateur correctement s'il dépend directement du gouvernement (en l'occurrence du ministère de l'Information) et il se résumera toujours à un instrument de censure du pouvoir, totalement en ligne avec ses éléments de langage et son orientation politique.

La notion même de journalisme est biaisée, car les journalistes doivent reprendre la version officielle des autorités quand il s'agit de faits de terrorisme. La loi antiterroriste de 2015 interdit aux journalistes de contredire cette version. Dans les faits, cette injonction à reprendre des éléments de langage officiels dépasse le simple cadre de l'antiterrorisme, car toute publication critique est susceptible d'être sanctionnée au nom de la sécurité nationale. Les journalistes peuvent être emprisonnés pour « appartenance à un groupe terroriste » et « diffusion de fausses informations » et les sites internet bloqués pour les mêmes motifs, simplement parce qu'ils ne se conforment pas strictement à la version officielle.

Ce contexte favorise l'émergence, voire l'hégémonie des journalistes qui reprennent la version officielle sans la questionner. Ils occupent une place privilégiée dans le paysage médiatique, jouissent d'une large audience et ont pu bénéficier d'un accélérateur de carrière. Le journalisme qu'ils pratiquent n'a pas vocation à informer mais à relayer la parole du gouvernement via les canaux médiatiques. Il s'agit de « journalisme de révérence », tel qu'il était décrit par Serge Halimi dans son livre Les nouveaux chiens de garde. Il est du devoir de ces présentateurs vedettes de faire leur examen de conscience

et de s'interroger sur la place qu'ils accordent à la déontologie au quotidien : leur mission leur impose de vérifier leurs informations avant diffusion, de ne pas avoir de connivence ou de conflits d'intérêt avec le pouvoir et de faire preuve de respect et de « fair play » vis-à-vis de leurs confrères.

Enfin, il devrait être permis aux journalistes diffamés de pouvoir être protégés par la loi. Les autorités font preuve d'un double standard, car l'incrimination prévue par la loi de « diffusion de fausses informations » est particulièrement vague et n'est utilisée que pour emprisonner les journalistes critiques du pouvoir, alors que les journalistes indépendants victimes de calomnie et de diffamation publique ne bénéficient d'aucune protection par la justice.

Tout cet environnement délétère pour les journalistes indépendants ou critiques influence l'opinion publique, qui accueille ensuite favorablement les mesures prises contre eux : emprisonnements, poursuites, etc. Cette absence d'indépendance et de déontologie ont donc un impact direct sur la répression des journalistes libres.

Dans ces conditions, le droit à l'information en Egypte est réduit à peau de chagrin, en contradiction flagrante et systématique avec les obligations internationales souscrites par le pays et avec la Constitution elle-même. RSF appelle l'État égyptien à se mettre en conformité avec ses obligations internationales et à cet effet à :

libérer les 24 journalistes actuellement détenus arbitrairement en Égypte - en particulier ceux concernés par la décision¹ du groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire de mai 2021 qui a jugé arbitraires la détention des 10 journalistes dont il était saisi du cas. La liste de ces journalistes est annexée à ce rapport;

A/HRC/WGAD/2021/1

- garantir la sécurité des journalistes et, à cet effet, mettre fin aux attaques verbales et aux intimidations par des représentants de l'État, aux campagnes de diffamation et de dénigrement en ligne, en particulier par les trolls à la solde des autorités, et aux poursuites judiciaires et détentions de journalistes au seul motif de l'exercice libre et indépendant de leur activité;
- respecter l'indépendance des journalistes et, à cet effet, cesser d'utiliser des journalistes proches du pouvoir comme porte-voix et instruments dans les campagnes de haine et de diffamation contre les journalistes indépendants;
- respecter la liberté des journalistes et, en particulier, réformer la loi antiterroriste de 2015 qui impose aux journalistes de reprendre la version officielle des autorités quand il s'agit de faits de terrorisme, et permet de sanctionner les journalistes auteurs de publications qui ne se conforment pas strictement à la version officielle au nom de la sécurité nationale pour « appartenance à un groupe terroriste » ou « diffusion de fausses informations », et de bloquer des sites internet d'information pour le même motif;
- lever la censure des sites d'information indépendants sur internet, en particulier abroger l'article 7 de la loi n°175/2018 sur la lutte contre les technologies criminelles de l'information, dont les dispositions très vagues entraînent des blocages arbitraires de nombreux sites d'information;
- Iibérer le Conseil suprême de régulation des médias (CSRM) de la tutelle du ministère de l'information, instaurer et respecter son

- indépendance, fixer ses attributions afin qu'il ne puisse imposer de restrictions à la liberté d'expression et de la presse (comme des sanctions administratives ou les décisions de blocage de sites internet) que dans le cadre strict prévu par les normes internationales, et élargir les possibilités de contestation juridictionnelle de ces décisions, y compris pour abus de pouvoir;
- > soustraire de la compétence du CSRM les règles de la déontologie journalistique et la sanction de leur non-respect, qui ne peuvent relever que d'un organisme indépendant composé de journalistes et issu de la profession;
- mettre fin à la mainmise du pouvoir sur les médias, garantir leur indépendance - y compris l'indépendance des groupes de médias publics - et limiter la concentration des médias dans les mains du pouvoir ou d'entreprises ou personnalités liées au pouvoir ou aux services de renseignement;
- garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire afin notamment :
 - que les auteurs de propos diffamatoires ou injurieux contre des journalistes indépendants ou critiques des autorités puissent se voir poursuivis et jugés;
 - que le délit pénal de « diffusion de fausses informations » ne soit plus utilisé comme instrument de répression contre les journalistes au seul motif de l'exercice libre et indépendant de leur activité.

ANNEXE LISTE DES JOURNALISTES DÉTENUS ARBITRAIREMENT EN ÉGYPTE AU 15 FÉVRIER 2022

Les noms marqués d'un astérisque sont ceux dont la détention a été jugée arbitraire par le Groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire (GTDA) dans sa décision de mai 2021 à la suite d'une plainte de RSF en avril 2020.

ABDEL RAHMAN SHAHEEN

Correspondant pour FJ Portal Détenu depuis le 9 avril 2014

ISMAIL ALEXANDRANI

Journaliste indépendant et chercheur Détenu depuis le 29 novembre 2015

BADR MOHAMED BADR*

Rédacteur en chef de Al-Osra Al-Arbia Détenu depuis le 30 mars 2017

ALIA AWAD

Photojournaliste pour Rassd News Network Détenue depuis le 23 octobre 2017

MOHAMED SAID FAHMY

Journaliste indépendant Détenu depuis le 31 mai 2018

Journaliste anonyme

(sa famille ne souhaite pas communiquer son nom) Détenu depuis le 1er juin 2019

HISHAM FOUAD*

Journaliste indépendant Détenu depuis le 25 juin 2019

HOSSAM MOANIS*

Reporter pour Al-Karama Détenu depuis le 25 juin 2019

HISHAM ABDEL AZIZ GHARIB

Journaliste pour Al-Jazeera Détenu depuis le 20 juin 2019

MOHAMED IBRAHIM (DIT « MOHAMED OXYGEN »)*

Blogueur - Oxygen Masr

Détenu depuis le 20 septembre 2019

SAYED ABDELLAH

Journaliste indépendant

Détenu depuis le 21 septembre 2019

ALAA ABDEL FATTAH

Blogueur

Détenu depuis le 29 septembre 2019

MOSTAFA ALKHATEEB

Journaliste pour Associated Press Détenu depuis le 13 octobre 2019

BAHAA EL-DIN IBRAHIM

Ancien producteur d'Al-Jazeera Mubasher Détenu depuis le 22 février 2020

KHALED HELMI GHONEIM

Présentateur sur la chaîne Masr Alhayah Détenu depuis le 12 avril 2020

AHMED ALLAM

Journaliste indépendant Détenu depuis le 27 avril 2020

HANY GRISHA

Directeur de la rédaction de Superkoora Détenu depuis le 26 août 2020

AHMED EL-NAGDY

Journaliste pour Al-Jazeera Mubasher Détenu depuis le 22 septembre 2020

AMER ABDEL MONEIM

Rédacteur en chef du journal El-Shaab Détenu depuis le 18 décembre 2020

HAMDY AL-ZAEEM

Photojournaliste indépendant Détenu depuis le 4 janvier 2021

AHMED ABOU ZEID AL-TANOUBI

Journaliste pour *Al-Tareeq* Détenu depuis le 3 février 2021

TAWFIK GHANEM

Ex-directeur du bureau d'Anadolu au Caire Détenu depuis le 21 mai 2021

ABDELNASSER SALAMA

Ex-rédacteur pour *Al-Ahram* Détenu depuis le 18 juillet 2021

RABIE AL-SHEIKH

Journaliste pour Al-Jazeera Mubasher Détenu depuis le 1er août 2021

Secrétaire général : Christophe Deloire Rédactrice en chef : Catherine Monnet Auteur : Bureau Moyen-Orient, RSF Secrétaire de rédaction : Carole Coen Graphiste : Stéphanie Barcelo



REPORTERS SANS FRONTIÈRES œuvre pour la liberté, l'indépendance, et le pluralisme du journalisme partout sur la planète. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'Unesco, l'organisation basée à Paris dispose de 14 bureaux dans le monde et de correspondants dans 130 pays.